



Saint-Nazaire, le 27 septembre
2017

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA CGT NAVALE

L'Etat français et l'Etat italien annoncent aujourd'hui avoir trouvé une solution au dossier de vente du chantier naval de Saint-Nazaire.

Si une solution a été trouvée, pour la CGT NAVALE, elle n'est certainement pas en faveur des salariés, de leurs conditions sociales et de leurs garanties d'avoir un emploi pour les années à venir.

Ni Fincantieri, ni l'Etat français n'ont apporté de garanties d'améliorations des conditions sociales sur le site. Ils n'ont répondu à aucun moment sur les revendications d'un plan massif d'embauche et une revalorisation des conditions sociales qui manquent cruellement sur le site. Il n'y a donc pour les travailleurs aucune chose positive à tirer des annonces d'aujourd'hui.

D'ailleurs, La vente du Chantier donne l'occasion à l'Etat français de continuer sa politique de casse des emplois dans les arsenaux (BREST puis bientôt LORIENT).

La CGT NAVALE dénonce les ambitions financières privées autour du marché du militaire naval qui semble se profiler derrière la vente du Chantier avec l'entrée possible au capital de NAVAL GROUP (ex- DCNS).

De ce point de vue la question du partage capitalistique 50%-50% ou 51%-49% est sans doute plus une question politique qu'autre chose. **Car le réel pouvoir des actionnaires est inscrit entre-autres dans le pacte d'actionnaires, définissant les rôles et objectifs de chacun des actionnaires, ce qu'aucun politique ou actionnaire se garde bien de nous donner !**

La CGT revendique l'accès à ce pacte d'actionnaire.

Ce qui se profile au travers de la vente du Chantier de Saint-Nazaire est la continuation d'une politique de casse sociale avec pour conséquence la mise en concurrence et l'opposition des travailleurs entre eux, de région à région avec Lorient, de pays à pays avec l'Italie. Avec en parallèle une dégradation de leurs statuts, de leurs conditions d'existence.

Pour la CGT NAVALE, tous ces salariés doivent s'unir pour mieux lutter contre leur patronat. Des contacts existent avec les militants de la CGT des arsenaux et de nouveaux contacts se créent avec des syndicalistes italiens de Fincantieri. Face à cette alliance de la finance, nous devons opposer une union des travailleurs.